

Communiqué des SNUipp-FSU Ile de France du 22 avril 2021

Depuis un an, le SNUipp-FSU demande que des mesures de protection supplémentaires soient mises en place pour que la situation dans les écoles soient tenables. Une autre politique pour les services publics et pour l'école doit être menée. Un plan d'urgence pour l'école aurait dû permettre de faire face à cette crise sans précédent et aurait dû permettre de retrouver des conditions de travail sereines et des conditions d'apprentissage favorables à la réussite de toutes et tous.

Aucune leçon n'a été tirée des deux mois de confinement que nous avons vécus l'année dernière. La réouverture puis le maintien des écoles ouvertes s'est fait à marche forcée, sans aucune garantie pour les élèves, les familles et les personnels. Les protocoles qui changent tout le temps, les masques qui ne protègent pas suffisamment, la non-volonté que l'ensemble des AESH et des enseignant-es qui le souhaitent fassent partie des personnels prioritaires à la vaccination... Toutes ces décisions sont irresponsables, elles ont contribué à accélérer la diffusion du virus et ont épuisé une profession déjà malmenée.

La diffusion du virus, devenue ingérable, a conduit le gouvernement à fermer les écoles et modifier le calendrier scolaire. Ne nous y trompons pas : ce n'est pas trois journées d'école en moins et deux semaines de vacances plus ou moins confinées qui vont suffire à retrouver des conditions d'enseignement plus acceptables.

Les indicateurs sont donc toujours dans le rouge et les taux de contamination similaires à ceux de la quinzaine précédant l'annonce de la fermeture des établissements. S'ajoute à cela l'arrivée de nombreux variants. Tout laisse penser que la situation est préoccupante et nous ne pourrions plus continuer à accueillir les élèves dans des conditions identiques à celles de la période précédente.

Nous exigeons d'être entendu-es et protégé-es. Nous exigeons des garanties pour cette reprise :

- La fermeture d'une classe dès l'apparition du 1^{er} cas de COVID chez les élèves comme chez le personnel a été actée par le conseil de défense, désavouant notre ministre et montrant la légitimité de notre revendication. Des règles claires, stables et réellement appliquées concernant l'identification des cas contacts, leur isolement et leur dépistage.
- Les remplacements d'enseignant-es absent-es assurés : en cas de non-remplacement, l'institution doit assumer et indiquer aux familles que l'école n'est pas en mesure d'accueillir les enfants afin d'éviter les brassages. Le SNUipp-FSU lance une consigne de non accueil des élèves dès le premier jour du non remplacement.
- La priorité à la vaccination le plus rapidement possible pour tous les personnels qui le souhaitent.
- Des masques chirurgicaux pour tous les personnels et les enfants, fournis par l'éducation nationale ainsi que des masques FFP2 pour les personnels qui en ferait légitimement la demande-
- Une politique de tests cohérente et massive afin d'identifier les cas confirmés et procéder à leur isolement
- Des détecteurs de CO2
- La fin des pressions de certains IEN pour assurer l'ouverture des écoles « quoi qu'il en coûte » au détriment des personnels, des élèves et de leurs familles

Sans ces garanties-là, les SNUipp-FSU d'Ile-de-France s'inquiètent puisqu'aucune mesure n'aura été prise afin que la situation s'améliore.

Par conséquent, les SNUipp-FSU d'Ile-de-France déposent une alerte sociale dans le cadre d'un préavis de grève et appelleront les collègues à la mobilisation comme moyen de protéger leur santé, celles des élèves et des familles !